

**CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-006 DU 27 MARS 2019  
RELATIVE À LA STRUCTURE DU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES  
RÉSEAUX DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL DE GRTGAZ ET TEREGA**

**Réponse de GRTgaz**

- La réponse de GRTgaz est publique -

**Question 1 Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissements ?**

GRTgaz partage l'avis de la CRE sur le lancement de nouveaux projets d'investissements destinés à renforcer l'intégration européenne du marché français. Comme indiqué dans le TYNDP2018 (plan européen décennal de développement des réseaux publié par les GRT/l'ENTSOG) publié fin 2018, le marché français du gaz bénéficie d'un bon niveau de sécurité d'approvisionnement, d'une bonne diversité de sources et de routes d'approvisionnement, et d'un large accès au gaz le plus compétitif.

En revanche, GRTgaz doit adapter ses infrastructures pour la conversion B/H, le renforcement de la Bretagne Sud, et pour accueillir, en application du droit à l'injection, à court terme les quantités de biométhane visées par les pouvoirs publics, et à plus long terme les gaz renouvelables ou faiblement carbonés indispensables à l'atteinte des objectifs de décarbonation du mix énergétique.

GRTgaz continuera de mener, pour ces projets significatifs, des analyses coûts-bénéfices, qui seront le cas échéant, largement partagées avec les parties prenantes, notamment dans le cadre de la concertation gaz, conformément au règlement européen 347/2013 sur les infrastructures énergétiques.

Compte tenu du coût de réalisation et de discussion de telles analyses, la profondeur et le partage de ces dernières doit être proportionné/adapté en fonction des montants en jeu et de leur objet. Elles peuvent par exemple être plus légères pour des projets de moindre importance, ou ne nécessitant pas d'arbitrage des utilisateurs du réseau (sécurité du réseau par exemple).

**Question 2 Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année ?**

GRTgaz rappelle que le revenu autorisé doit être recouvert sur l'année calendaire concernée ; la mise à jour des termes aux PIR au 1<sup>er</sup> octobre en lieu et place du 1<sup>er</sup> avril nécessitera de recouvrir l'augmentation (ou la baisse) sur les 3 mois restants (octobre à décembre).

La mise à jour au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année risque de se traduire par une forte volatilité de ces tarifs. GRTgaz souligne par ailleurs que l'érosion des capacités long terme induira des hausses plus prononcées sur les périodes tarifaires à venir.

**Question 3 Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?**

GRTgaz est favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE. Cela suit la logique historique et comptable. GRTgaz rappelle néanmoins que cette classification est indépendante des catégories « service annexe » et « réalisé à titre exclusif » visées aux articles L.452-2 et L.452-3 du code de l'énergie.

**Question 4 Êtes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?**

GRTgaz ne se prononce pas sur cette question.

**Question 5 Êtes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?**

GRTgaz est favorable au maintien des principes de tarification et de péréquation en vigueur, par mesure de continuité et de visibilité long terme des utilisateurs du réseau de transport. Le modèle actuel a permis l'ouverture des marchés de gros et, grâce aux arbitrages d'un nombre croissant d'expéditeurs, de garantir l'accès au gaz au meilleur prix pour l'ensemble du marché français.

En anticipation de l'évolution des souscriptions, GRTgaz présentera en concertation, des propositions d'évolution de son offre, en préservant les principes de tarification en vigueur.

**Question 6 Êtes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?**

GRTgaz est favorable à la stabilité de la répartition des recettes, proposée par la CRE.

**Question 7 Êtes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?**

GRTgaz est globalement favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal, sachant en particulier qu'ils favorisent la continuité des tarifs en vigueur.

**Question 8 Êtes-vous favorable à la requalification du PIR Jura en PIRR ?**

GRTgaz est favorable à la requalification du PIR Jura en PIRR. Cette évolution apporte une cohérence entre la désignation de ce point d'interconnexion et son usage final.

**Question 9 Êtes-vous favorable aux rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles ?**

GRTgaz est favorable aux rabais tarifaires envisagés par le CRE pour les capacités interruptibles. Les niveaux proposés correspondent à l'étude réalisée.

**Question 10 Êtes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?**

GRTgaz est favorable à l'apurement du CRCP et aux impacts tarifaires des mises à jour annuelles sur l'ensemble des termes tarifaires, dans la mesure où ces coûts portent aussi bien sur le réseau principal que sur le réseau régional.

**Question 11 Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont ?**

GRTgaz est favorable à la possibilité de répercuter les baisses de souscriptions sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont.

Toutefois, l'impact des hausses de chacun des termes amont sur les comportements de souscription des capacités concernées devra être étudié.

De ce fait GRTgaz considère à ce stade que la répercussion ne doit pas nécessairement être équivalente sur tous les termes tarifaires du réseau principal, et pourrait, le cas échéant, être allouée de façon différenciée sur ces termes.

**Question 12 Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?**

GRTgaz est favorable à cette offre de transfert de capacités car elle sera bénéfique à l'ensemble du marché français en limitant la hausse des spreads qui devrait commencer à apparaître pendant l'ATRT7. Ainsi, cette offre sera particulièrement efficace dès lors qu'un spread inférieur au prix de la capacité Belgique -> France ou Allemagne -> France apparaît. Elle permettra des achats de spreads et donc une augmentation de la liquidité et de l'offre de gaz sur le PEG, générant ainsi une baisse du prix du PEG. Cette baisse sera bénéfique pour l'ensemble du marché français.

Cette offre comporte très peu de risque de diminution des revenus de GRTgaz (et donc d'augmentation du tarif) car elle est limitée aux points à faible probabilité de re-souscription. GRTgaz demande donc de limiter explicitement cette offre dans la délibération de la CRE aux points Virtualys et Obergailbach sur la période qui s'étend du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 30 septembre 2023.

**Question 13 Etes-vous favorable à la possibilité pour un expéditeur de faire évoluer sa souscription de capacités aux PITTM la veille pour le lendemain, tout en conservant l'intégralité du volume de capacités initialement souscrites ?**

La proposition de la CRE devrait en théorie significativement réduire les dépassements de capacité. Néanmoins elle implique des complications opérationnelles. Aujourd'hui, le système est transparent pour les expéditeurs avec un système d'allocation automatique sur les terminaux régulés et un calcul des dépassements réalisé par GRTgaz.

Dans le système proposé par la CRE, l'expéditeur devra quotidiennement vérifier sa part d'émission prévue vis-à-vis de sa souscription, provoquant également une charge chez GRTgaz pour adapter la souscription. Ce surcroît d'activité n'interviendra pas seulement en cours d'émission d'une cargaison. En effet, les expéditeurs pourraient mettre leur bandeau à zéro entre deux cargaisons afin de pouvoir bénéficier de plus de flexibilité ultérieurement.

GRTgaz a proposé, lors du GT Allocation de capacités du 12 février 2019, l'évolution suivante : ne plus calculer les dépassements quotidiennement mais au global sur la période de souscription. A la fin de chaque période de souscription (année pour les souscripteurs annuels et période prévue d'émission pour les expéditeurs intra-annuels), la somme des émissions quotidiennes de l'expéditeur sur la période serait comparée avec sa capacité totale souscrite. Des dépassements seraient facturés si et seulement si la somme des émissions dépasse la capacité totale souscrite. Par rapport à la proposition de la CRE, cette solution, tout en conservant le principe de souscription a priori, comporte des avantages opérationnels qui évitent un surcroît de charge pour GRTgaz et ses clients et évitent également les risques d'erreur :

- Allocation systématique d'une souscription en bandeau puisque le profil de souscription n'est plus déterminant, c'est le volume total qui importe. En particulier, pour les souscriptions intra-annuelles, il n'est dès lors plus nécessaire de calculer un profil de souscription en 10+x en fonction de l'émission prévisionnel du terminal
- Pas d'opération quotidienne à réaliser par les souscripteurs et GRTgaz pour ajuster la souscription au profil de l'émission. Dans la proposition de la CRE, ces opérations peuvent s'avérer d'autant plus fastidieuses qu'il faut s'assurer qu'à tout moment la souscription totale

reste inchangée, ce qui implique qu'une modification de souscription un jour donnée, doit être « annulée » un jour ultérieur.

**Question 14 Etes-vous favorable à l'évolution de la règle d'attribution des capacités au PITTM de Fos à compter de 2021 proposée par la CRE, pour tenir compte de la réduction de la capacité de regazéification à Tonkin ?**

GRTgaz est favorable à l'évolution de la règle d'attribution des capacités au PITTM de Fos à compter de 2021.

**Question 15 Etes-vous favorable à l'offre de pooling aux PITTM proposée par GRTgaz ?**

GRTgaz est convaincu de l'intérêt du *pooling* et observe que même dans les conditions actuelles où le coût du transport maritime est faible, l'offre de *pooling* serait attractive. Par exemple, avec les coûts d'affrètement des méthaniers qui sont actuellement de l'ordre de 40 000 \$/jour (navire de type TFDE/DFDE), l'économie de transport liée au choix de décharger à Fos plutôt qu'à Montoir est de l'ordre de 470 k€ pour une cargaison venant du Proche ou Moyen-Orient (Qatar, Egypte...). Le coût d'une opération de *pooling* de Montoir vers Fos Cavaou serait de l'ordre 385 k€ (regazéification + PITTM). L'opération serait alors profitable même avec ces coûts de transport relativement bas. Elle le serait d'autant plus avec des prix d'affrètement plus proche de leur point d'équilibre, l'économie de transport augmentant. Ainsi le *pooling* pourrait permettre aux expéditeurs d'optimiser les cargaisons à destination de la France mais également permettre d'attirer des cargaisons qui, sans cette offre, seraient allées vers d'autres marchés.

Le bénéfice serait une meilleure valorisation de l'offre pour le GNL en France mais aussi un meilleur approvisionnement en GNL et donc une concurrence accrue au profit des consommateurs finaux.

**Question 16 Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?**

GRTgaz est favorable au maintien des principes de tarification sur le réseau régional.

**Question 17 Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?**

GRTgaz est favorable à l'abaissement des facteurs mensuels. Bien que les facteurs mensuels soient indispensables pour envoyer le bon signal économique au marché, de manière à faire payer l'accès au réseau proportionnellement à la pointe hivernale (pour refléter le coût des investissements), le benchmark sur l'offre d'acheminement à l'aval mené fin 2017 a fait ressortir que les facteurs mensuels français sont élevés, avec deux effets négatifs :

- Ils font peser des coûts fixes très élevés sur les clients les plus modulés qui pour la plupart sont en plus exposés à un climat économique incertain, induisant de forts risques de dé-souscriptions, ce qui est un facteur de hausse tarifaire
- Ils empêchent des souscriptions quotidiennes supplémentaires, particulièrement pour les clients actifs en production électrique, alors que ces souscriptions bénéficieraient à tous car générant un revenu supplémentaire pour GRTgaz, répercuté sur les tarifs.

Abaissier les facteurs mensuels de janvier et février permettrait d'éviter des dé-souscriptions et d'inciter à plus de souscriptions quotidiennes.

**Question 18 Etes-vous favorable à la suppression du 2<sup>ième</sup> seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?**

GRTgaz est favorable à la suppression du 2<sup>ième</sup> seuil des pénalités pour dépassement de capacité.

Supprimer le deuxième seuil, qui pèse lourdement sur les clients modulés, réduit là aussi les risques de dé-souscription, voire de dé-raccordement, et plus particulièrement parmi les clients utilisant le gaz en secours d'autre énergies (comme la biomasse par exemple), avec un effet bénéfique sur le tarif.

De plus, le système de pénalité était très complexe : cette suppression participe à sa simplification.

Dans le même souci de simplification, GRTgaz propose en plus (comme présenté en Concertation) d'harmoniser le calcul des pénalités sur la sortie du réseau principal (où la pénalité est calculée à la maille du portefeuille de l'expéditeur) sur le mode de calcul de l'acheminement réseau régional et de la livraison (où la pénalité est calculée à la maille de chaque point de livraison).

**Question 19 Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?**

GRTgaz est favorable à la simplification du traitement tarifaire des pénalités proposé. La fin de la redistribution des revenus perçus sur la liaison Nord-Sud va réduire le nombre d'occurrence et le montant des redistributions. Il semble donc opportun de simplifier cette redistribution.

**Question 20 Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ? Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en œuvre de l'interruptibilité ?**

GRTgaz ne se prononce pas sur cette question.

**Question 21 Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?**

GRTgaz ne se prononce pas sur cette question.

**Question 22 Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?**

Depuis sa création au 1<sup>er</sup> avril 2017, 35 projets de raccordement ou de développement des ouvrages existants ont bénéficié de la remise développement depuis sa création. Tous les projets ont produit les contreparties attendues (signature du Contrat de Réservation Anticipée de Capacité, courrier de prévision des souscriptions pour les distributions publiques). Au global, la mesure a coûté 2,1 M€ à date, soit en trois ans. Les recettes d'acheminement supplémentaires générées par ces 35 projets seront de 2,7 M€/an à compter de la mise en service des nouveaux ouvrages.

GRTgaz est favorable au maintien de cette mesure qui fait sens économiquement.

**Question 23 Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en œuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?**

GRTgaz ne se prononce pas sur la question de l'extension du périmètre de la compensation stockage.

Si l'extension et la mise en place d'un dispositif d'interruptibilité étaient décidées, alors GRTgaz souligne que cela engagerait des développements SI et contractuels considérables, dans un temps toujours plus contraint par le manque de visibilité quant à la date de mise en œuvre d'une telle mesure. Ces développements sont d'une ampleur plus importante que lors de l'introduction de la compensation stockage. GRTgaz rappelle qu'un délai incompressible de 9 à 12 mois est nécessaire entre l'officialisation d'un tel dispositif et sa date d'application, non seulement pour l'implémentation pratique chez les transporteurs, mais aussi et surtout pour que les transporteurs puissent co-construire en concertation les modalités d'interruptibilité, et pour que les clients raccordés au réseau de transport aient un temps de réflexion suffisant sur un sujet aussi critique.

À défaut d'une parution du décret de création des dispositifs d'interruptibilité envisagés avant le 01/07/2019, GRTgaz ne peut garantir la mise en œuvre de telles offres au 1<sup>er</sup> avril 2020.

D'autre part, concernant les dispositifs d'interruptibilité à l'étude, GRTgaz souhaite porter à connaissance les difficultés suivantes :

- La contractualisation d'une capacité interruptible directement avec le client consommateur exige que GRTgaz s'assure qu'elle est nécessairement inférieure ou égale à la capacité d'acheminement.
- Une mise en cohérence des nouveaux dispositifs avec l'offre d'interruptibilité transport existante (souscrite par l'expéditeur) devra être étudiée.

#### **Question 24 Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?**

GRTgaz est favorable à un tel signal. En l'état actuel du projet de décret dit du « droit à l'injection » présenté en Conseil Supérieur de l'Énergie le 16 avril 2019, pour lequel la CRE a publié son avis le 18 avril 2019, les producteurs auraient plusieurs incitations économiques concernant la localisation de leurs projets, assurant une adaptation des réseaux à un coût maîtrisé pour la collectivité :

- le coût de raccordement qu'ils paient est directement lié à leur éloignement du réseau ;
- un zonage devra être élaboré par les opérateurs de réseau pour définir la solution de raccordement (transport ou distribution) la plus pertinente d'un point de vue technico-économique, à une échelle territoriale. Ce zonage, qui sera effectué sous l'égide de la CRE, fournira ainsi un signal territorial à l'instar des S3REnR pour les ENR électriques, dont le signal est régional.
- Puis zone par zone, un calcul du coût des investissements rapportés aux volumes injectés sera mené. Dans les zones où ce critère technico-économique dit « I/V » ne serait pas satisfait, les producteurs devront supporter la part des coûts de renforcement excédant le plafond.

GRTgaz considère que ces signaux économiques sont nécessaires et suffisants pour optimiser l'implantation des nouveaux projets d'injection et assurer la maîtrise des coûts d'adaptation des réseaux. Le projet de décret « droit à l'injection » prévoit une couverture des coûts de renforcement par les tarifs d'utilisation des réseaux dans la limite de 2% des recettes annuelles de ces tarifs. GRTgaz considère donc qu'il n'est pas nécessaire de renforcer le signal économique et estime opportune une assiette de recouvrement large dans les tarifs d'utilisations des réseaux.

GRTgaz souligne cependant que dans la déclinaison de ces principes, les incitations devront être similaires et cohérentes selon que la production est raccordée à un réseau de transport ou à un réseau de distribution. En outre, GRTgaz souligne l'importance de limiter la complexité de ces signaux pour assurer l'atteinte des objectifs des pouvoirs publics, alors que les clients producteurs, assument d'ores et déjà de réelles difficultés techniques, administratives et financières dans la conduite de leurs projets.

#### **Question 25 Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure du tarif ATRT7 ?**